

# Qu'a fait le PLR pour les PME ces derniers temps ?

État au 21 juin 2020

## 1. La stratégie du PLR pour la crise économique à venir

La [stratégie d'avenir](#) pour la place économique suisse, exigée par le PLR en août 2019, est plus que jamais d'actualité.

## 2. Depuis le début de la crise du Covid-19 :

- Table ronde du 18 mars avec des représentants des entreprises, qui a ensuite donné lieu à [une lettre ouverte au CF Guy Parmelin](#) : « Les entreprises, employés et indépendants ont besoin d'aide – dès à présent ! » Le CF a réagi peu de temps après.
  - o Nous avons déjà à ce moment-là évoqué le problème de l'AC pour les indépendants.
- Nous demandons une sécurité de planification pour les entreprises et une aide supplémentaire pour les PME : <https://www.plr.ch/actualites/communiques-de-presse/detail-des-actualites/news/la-suisse-attend-un-plan-de-sortie-de-crise-du-conseil-federal>. Nous avons souligné à plusieurs reprises [le manque de sécurité de planification](#).
- Nous faisons pression pour que la [réforme de l'impôt anticipé](#), attendue depuis longtemps, soit mise en œuvre. Cela est particulièrement important en temps de crise. Dans ce contexte, nous soutenons une nouvelle procédure de déclaration volontaire pour les personnes physiques en Suisse qui détiennent 10 % ou plus des parts. Pour les actionnaires de PME détenant des participations plus importantes, cette mesure apporterait des avantages considérables en termes de liquidité.
- Le 15 avril, nous avons présenté notre [stratégie de sortie](#) au cours d'une conférence de presse en ligne. Nous demandons alors, par exemple, que les magasins qui pouvaient protéger leurs clients et leurs employés rouvrent. Mais également un soutien aux indépendants en difficulté qui sont indirectement touchés par la crise.
- Le 17 avril, nous avons augmenté la pression sur le Conseil fédéral : [Les magasins qui peuvent protéger leurs clients et leurs employés devraient pouvoir rouvrir](#). Une requête réitérée le 22 avril, dans un [communiqué](#) qui dénonce la communication confuse du CF vis-à-vis des commerces de détail et de gros.
- Lors de la session extraordinaire dédiée au Covid-19 début mai, nous avons approuvé les paquets d'aide du Conseil fédéral pour les entreprises et les indépendants. Nous avons également présenté [un paquet de motions](#). Entre autres, une déduction pour autofinancement de l'impôt fédéral direct, destinée à renforcer la résilience des entreprises, qui profiterait à de nombreuses PME.
- En mai, au Conseil des États, nous avons pu empêcher de justesse [une interdiction populiste des dividendes](#), soutenue par l'UDC et le PDC au National. Cela aurait notamment coûté des emplois et nuï aux fonds de pension.
- Nous critiquons [l'assouplissement trop hésitant](#) des règles, annoncé à la fin du mois de mai. Pour de nombreuses entreprises, la sécurité de planification demeure faible.
- Lors de la session d'été, nous avons demandé un [contre-projet raisonnable à l'initiative pour des entreprises responsables](#). Une crise est loin d'être le moment opportun pour se lancer dans des expérimentations. De nombreuses PME seraient touchées.

- Nous ne comprenons pas pourquoi une majorité au Conseil national ne veut pas réduire les [droits de douane sur les produits industriels](#). Moins de bureaucratie pour les PME, des prix plus bas pour les consommateurs. Cela est particulièrement important en temps de crise.
- Nous avons soulevé la différence de traitement injuste en matière d'application des règles de l'OFSP et avons interrogé le Conseil fédéral sur le fait que des manifestations avec des milliers de personnes sont tolérées, alors que les entreprises sont strictement soumises à des contrôles en matière de distances : [Les règles imposées en raison du coronavirus s'applique-t-il encore à tout le monde ?](#)

### 3. Avant le Covid-19

- [Papier de position](#) pour les PME (de 2017)
- Nous avons une [boîte aux lettres contre la bureaucratie](#), dans laquelle surtout les PME déposent une grande partie de leurs tracasseries bureaucratiques. Nous les suivons et les faisons évoluer dans la mesure du possible.
- Lutte constante contre la surréglementation : Nous demandons une [évaluation indépendante de l'impact de la réglementation](#) au niveau fédéral et un [frein à la réglementation](#). Ces deux initiatives ont déjà été approuvées par le Parlement et sont actuellement en cours de mise en œuvre.
- Depuis des années, nous réclamons [un taux de TVA uniforme](#). Les PME en particulier profiteraient de cette réduction de la bureaucratie. Malheureusement, toutes nos tentatives précédentes n'ont pas permis d'obtenir des majorités au Parlement. Nous ne relâchons pas nos efforts !
- Nous nous sommes engagés à mettre en place une administration en ligne qui fonctionne, qui réduise le nombre de visites aux autorités et leurs coûts (p. ex. cette [motion](#)).
- Nous exigeons qu'un terme soit mis à l'arbitraire des autorités en matière de travail indépendant. Toute personne reconnue comme travailleur indépendant au sens de l'AVS doit être considérée comme une entité économique indépendante (notamment en ce qui concerne la TVA). Plus : Les personnes reconnues comme indépendants par l'AVS doivent pouvoir le rester ([motion](#)).
- Nous nous engageons à veiller à ce que l'État n'entre pas en concurrence déloyale avec le secteur privé ([postulat](#), [motion](#)).
- Rejet clair des initiatives de gauche sur le revenu de base inconditionnel, les six semaines de vacances, les droits de succession, le salaire minimum, l'AVS plus, la spéculation alimentaire.
- Les adaptations du droit du travail aux conditions modernes sont en cours ([facilitation du télétravail](#)). Nous avons également demandé [une extension des exceptions pour l'enregistrement du temps de travail](#).
- L'identité électronique (e-ID) est enfin en cours de mise en œuvre ([motion](#)).
- [Motion](#) acceptée pour éviter les récoltes de données en parallèle grâce à la numérisation.
- Flexibilité dans le remboursement de l'impôt à la source ([motion](#) ; [motion](#)).
- Modernisation des procédures douanières (p. ex. : [motion](#) ; [motion](#))
- Introduction et maintien du frein à l'endettement contre l'opposition du centre-gauche et du Conseil fédéral.
- Le Conseil fédéral propose de porter la déduction des frais de garde d'enfants à CHF 25'000.- et la déduction pour enfants à CHF 10'000, ce qui réduira la charge des familles de classe moyenne en particulier.
- [Compensation de la progression réelle](#).